

CAMEROUN



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français et anglais
Superficie : 475 440 km²
Population : 27,2 millions d'habitants

Densité : 57,2 habitants/km²
Taux de croissance démographique : 2,5 %
Part de la population urbaine : 58,1 %

Économie

Notation de la dette souveraine (S&P, 2020) : B-
Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 151^e/191
Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 3,3
Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021, base 100 en 2010) : 99,5 (98,8 pour la CEMAC)
Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur
Risque de surendettement : élevé
PIB par habitant (2021) : 1 661,7 dollars US
Taux de croissance (2021) : 3,6 %
Inflation (2021) : 2,3 %
PIB (2021) : 24 712 milliards XAF / 45 milliards de dollars US

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)

Commerce, restauration et hôtellerie	21,0
Banques, assurance et autres services marchands	16,1
Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche	16,0

Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)

Pétrole	29,8
Cacao	11,9
Bois	9,6

Développement humain et infrastructures

 **60,3 ans**
Espérance de vie

 **26,0 %**
Population sous le seuil de pauvreté

 **65,7 %**
Accès à l'eau potable

 **7,2 %**
Mortalité infantile

 **46,6**
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

 **64,7 %**
Accès à l'électricité

 **27 %**
Malnutrition infantile

 **77,1 %**
Alphabétisation des adultes

 **84,2**
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

 **107/191**
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

 **51,7 %**
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque

 **70,2 %**
Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

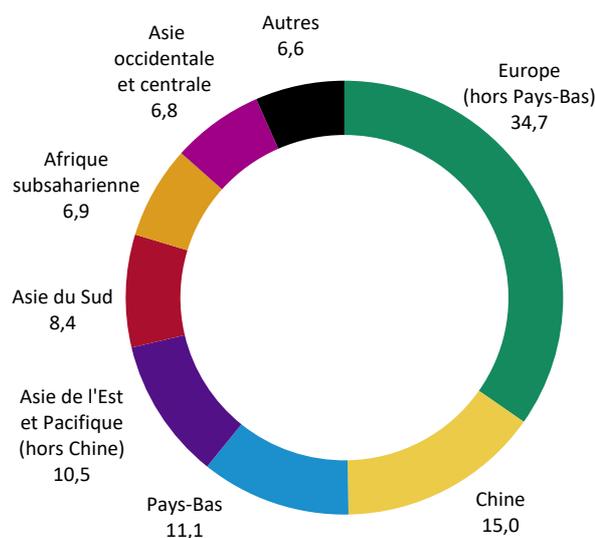
- **Après un fort ralentissement économique en 2020 (croissance du PIB réel de 0,5 % de croissance), l'économie camerounaise a regagné en dynamisme en 2021 (+ 3,6 %) et devrait encore accélérer en 2022 (+ 4,1 %).** Cette bonne tenue de l'activité s'expliquerait notamment par une diversification favorable de l'économie, et par des mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19 globalement moins restrictives que dans le reste de la CEMAC. Le Cameroun serait ainsi, en 2022, le seul pays de la CEMAC affichant une hausse du PIB par habitant.
- **La forte augmentation des prix des matières premières devrait peser sur les finances publiques du pays.** La progression des dépenses publiques associée au maintien de prix administrés sur divers produits essentiels, tels que les carburants ou la baguette, contrebalancerait le surplus de recettes générées par la hausse, en valeur, des exportations de produits pétroliers.
- **Soutenu par divers programmes multilatéraux, le Cameroun conserve des perspectives de développement encourageantes mais incertaines.** Le pays a bénéficié de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), ainsi que de la mise en place, en 2021, d'un programme triennal avec le Fonds monétaire international (FMI) au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC), pour un montant total de 438 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). Le deuxième déboursement issu de ces programmes est intervenu en juillet 2022, pour 55,2 millions de DTS. Par ailleurs, en 2021, le Cameroun n'a utilisé que 23,8 % des DTS qui lui ont été attribués dans le cadre de la nouvelle allocation d'août 2021, dont le montant total s'est élevé à 210,1 milliards XAF. Si les perspectives de croissance à long terme sont favorables (+ 4,8 % selon le FMI), elles restent cependant tributaires de la situation sécuritaire dans diverses régions du pays et de la mise en œuvre de réformes structurelles, notamment en matière de gouvernance et d'infrastructures.
- **Le Président Paul Biya exerce le pouvoir depuis 1982.** Les prochaines élections auront lieu en 2024.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Le Cameroun est la première économie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). L'activité économique camerounaise est diversifiée. Bien que la part de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de la sylviculture demeure élevée (16,0 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2021), les services sont prépondérants, à 56,4 %, devant l'industrie, à 23,3 %. La structure de la production agricole a néanmoins évolué : si les productions de fève de cacao et de bois tropicaux sont relativement stables, celles de café et de banane baissent en tendance, tandis que celle de coton-graine suit une hausse constante. Contribuant à 3,4 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2020, l'industrie pétrolière recule en tendance depuis plusieurs années (de 7,0 % du PIB en 2014 à 3,0 % en 2020), à l'inverse de la production gazière, en plein essor, et dont la production a presque décuplé entre 2017 et 2021.

Destinations des exportations du Cameroun (2016-2020)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Cameroun

	2017	2018	2019	2020	2021
Fèves de cacao (en milliers de tonnes)	300,0	301,7	304,2	273,1	301,6
Prix d'achat aux producteurs – grade 1 et 2 (en francs CFA par kg)	1 169,3	1 156,6	1 391,6	1 391,7	1 373,1
Café (en milliers de tonnes)	34,1	29,0	28,2	33,1	22,1
Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg)	991,8	994,2	805,7	741,0	955,2
Coton-graine (en milliers de tonnes)	275,9	307,9	315,5	334,0	342,7
Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg)	935,8	1 029,7	999,7	915,2	1 241,3
Bananes (en milliers de tonnes)	278,9	219,7	186,5	193,9	210,4
Bois tropicaux					
production de grumes (en milliers de m³)	2 793,2	3 013,1	2 767,1	2 441,9	2 788,7
Exportations (grumes, sciages et dérivés) (en milliers de tonnes)	1 696,3	1 885,3	1 774,5	1 563,2	1 785,3
Prix moyens à l'exportation (en milliers de francs CFA par m ³)	170,2	161,6	165,3	149,3	149,3
Gaz naturel (GNL, en millions de tonnes)	187,1	930,7	1 275,4	1 354,4	1 328,8
Pétrole (millions de tonnes)	3,9	3,5	3,6	3,7	3,6
Prix du baril de pétrole camerounais (en dollars US par baril)	53,3	72,4	64,6	40,3	68,1
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	222,8	288,2	272,5	166,9	271,8

Sources : BEAC et administrations nationales.

La croissance du Cameroun ressort comme la plus élevée de la CEMAC entre 2017 et 2021 (3,0 % en moyenne, contre 0,9 % pour l'ensemble de la zone), avec le seul PIB réel par habitant en hausse sur cette période. Toutefois, malgré ce dynamisme économique, le PIB nominal par habitant n'atteint que 1661,7 dollars US en 2021. Le Cameroun fait ainsi partie des 74 pays emprunteurs de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, et a bénéficié à ce titre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD, *Debt Service Suspension Initiative*) du G20 en 2020 et 2021 (comprenant le report par l'Arabie Saoudite de 1,1 milliard XAF de créances). En 2021, le Cameroun se place parmi les pays à niveau de développement intermédiaire (comme le Congo et la Guinée Équatoriale) et se situe au 151^e rang mondial pour l'indice de développement humain (en progression de deux places par rapport à 2015, grâce notamment à une hausse de l'espérance de vie à la naissance). Selon le Programme de développement des Nations unies (Pnud), 26 % la population camerounaise vivrait sous le seuil de pauvreté, fixé à 1,90 dollars US par jour (en parité de pouvoir d'achat). Cette proportion est nettement supérieure au taux le plus faible observé dans la CEMAC, à savoir 3,4 % au Gabon, mais reste inférieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, à 43,7 %.

Malgré un secteur agricole important et diversifié, le Cameroun recourt fortement aux importations de biens alimentaires, en raison d'un faible développement des activités de transformation. D'après le document de réflexion du groupe de travail académique de l'initiative FARM¹, le pays dépend entièrement des importations pour sa consommation de blé (qui représente 7 % des disponibilités caloriques totales). En 2018, son taux de dépendance aux importations de céréales était de 30,7 %, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce recours élevé aux importations rend l'économie camerounaise vulnérable à des chocs sur les prix mondiaux des matières premières. Ainsi, bien que l'inflation au Cameroun soit modérée en tendance (moyenne annuelle de 1,8 % en entre 2017 et 2021, égale à celle de la CEMAC), grâce notamment à la parité du franc CFA avec l'euro, elle connaît un regain depuis 2019 (entre 2,3 % et 2,5 % en moyenne annuelle sur la période 2019-2021), portée par les prix de l'alimentation. La présence de nombreux prix administrés, en particulier ceux du pain et des carburants, limite néanmoins la transmission des prix des matières premières aux prix à la consommation.

Le Cameroun présente des déficits jumeaux, entre solde budgétaire et solde courant. Le solde budgétaire base engagements (dons compris) est structurellement déficitaire (-3,4 % du PIB en moyenne entre 2017 et

¹ *Food and Agriculture Resilience Mission* (Task Force interministérielle France, 2022)

2021). Alors que les recettes publiques ont représenté en moyenne 14,9 % du PIB entre 2017 et 2021, les dépenses publiques sont restées supérieures, à 18,5 % du PIB (12,3 % en dépenses courantes et 6,2 % en dépenses de capital). Le solde budgétaire s'est notamment creusé en 2016 et 2017 (-6,0 % et -4,9 % respectivement), à la suite d'une nette hausse des dépenses en capital (de 6,0 % du PIB en 2015 à 8,3 % et 8,1 % en 2016 et 2017) dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des nations, d'abord prévue pour 2021, puis reportée à 2022. Cette demande publique dynamique a accentué en retour les importations (21,3 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2021). En regard, les exportations (18,2 % du PIB en moyenne sur la période, majoritairement vers l'Europe [45,8 %] et l'Asie [40,7 %]), sont restées inférieures, aboutissant donc à un déficit structurel du compte courant (d'environ 3,6 % du PIB en moyenne sur cette période) ².

Les déficits budgétaires structurels ont fortement accru la dette publique camerounaise au cours des dernières années. Celle-ci est ainsi passée de 20,9 % du PIB en 2014 à 39,6 % en 2021, sous l'effet principalement d'un service de la dette en constante progression (équivalent à 20,5 % des exportations de biens en 2021, contre 3,2 % en 2014 à 20,5 % en 2021). Elle demeure cependant inférieure à l'endettement public en CEMAC (50,5 % en 2021).

Le secteur bancaire camerounais s'est révélé dynamique au cours des dernières années. Constitué de vingt banques, pour un bilan total de 7 974 milliards XAF en 2021 (soit 50,9 % du PIB), il est le plus important de la CEMAC et représente 43,9 % du bilan bancaire de la zone. Entre 2017 et 2020, le montant des crédits nets à l'économie a augmenté de 15,1 %. Cette croissance a été portée par la quasi-totalité des branches d'activité, à l'exception de l'agriculture et des transports, pour lesquels le volume de crédits s'est contracté sur la période.

Le secteur bancaire camerounais se distingue également par une rentabilité supérieure à la moyenne de la CEMAC (17,5 % de marge nette entre 2018 et 2020 en moyenne, contre 14,3 % en CEMAC) et par un taux de

Activité économique et inflation au Cameroun

(en %)

	2019	2020	2021	2022
Variation annuelle du PIB	3,5	0,5	3,6	4,1
Inflation (en moyenne annuelle)	2,5	2,5	2,3	3,6

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BEAC.

créances en souffrance inférieur au reste de la zone (15,5 % entre 2018 et 2020, contre 21,2 % en CEMAC).

Enfin, en 2021, le Cameroun compte un grand nombre d'établissements de microfinance (351 sur les 491 en CEMAC), dont 76 % d'établissements de première catégorie (dénombrant 690 000 clients) et 23 % d'établissements de deuxième catégorie ³ (952 000 clients). Enfin, sur le plan de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), le Gabac (Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale) a adopté en octobre 2021 un rapport d'évaluation mutuelle qui fait état d'un niveau d'efficacité et de conformité encore faible du dispositif national en place. Dans sa revue des programmes au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité élargie de crédit (FEC) de juillet 2022, le FMI souligne cependant les progrès de l'Agence nationale d'investigation financière (Anif) dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation nationale des risques réalisée en janvier 2021.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Après un net ralentissement en 2020 (croissance du PIB réel à +0,5 %, après +3,5 % en 2019), l'activité économique a fortement rebondi en 2021 (+3,6 %) et devrait accélérer en 2022 (+4,1 %). En 2020, l'activité a surtout pâti de la baisse des échanges mondiaux, et leur reprise en 2021 a alors permis un rebond de la croissance économique. La forte progression de la consommation privée, dans le contexte même de la Coupe d'Afrique des nations organisée par le Cameroun, a également favorisé cette croissance.

² Selon le FMI, la France est en 2021 la septième destination d'exportations du Cameroun, représentant 186 millions de dollars US. En dix ans, les exportations vers la France ont toutefois été divisées par deux, quand celles destinées à la Chine ont été multipliées par trois. Les cinq principaux pays à l'origine des importations du Cameroun sont la Chine (1 769 millions de dollars US), la France (532), la Russie (521), l'Inde (435) et le Nigéria (375). Comme en matière d'exportations, les importations depuis la France ont

presque été divisées par deux en dix ans, quand celles provenant de Chine ont à l'inverse été multipliées par deux. Le Cameroun a par ailleurs fortement réduit sa dépendance vis-à-vis du Nigéria, avec des importations divisées par 3,5.

³ Catégories d'établissements de microfinance : cf. <https://www.beac.int/supervision-bancaire/microfinance/presentation-de-microfinance>.

Si l'inflation s'est stabilisée en 2021 (2,3 % en moyenne annuelle, après 2,5 % en 2020), elle devrait augmenter en 2022 (à 3,6 % en moyenne annuelle), au-delà de la norme communautaire. Cette hausse s'expliquerait principalement par celle des prix de l'alimentation, dans le sillage des cours mondiaux des matières premières (+ 10,1 %) et, dans une moindre mesure, par celle des prix de l'énergie (+ 4,7 %). Le prix de la baguette, stable depuis 2009, a augmenté de 20 % en mars 2022 (passant de 125 XAF à 150 XAF), et le prix du sac de farine de 26 % (de 19 000 XAF à 24 000 XAF). La moindre hausse des prix de l'énergie peut s'expliquer par la décision du gouvernement camerounais, en mars 2022, de maintenir le prix des carburants et du gaz (630 XAF pour le litre de super, 575 XAF pour le gazole, 350 XAF pour le pétrole lampant, 6 500 XAF la bouteille de gaz domestique) et d'alléger les taxes sur les importations de carburant. En 2022, le gouvernement a aussi suspendu les exportations d'huiles végétales et de céréales afin de contenir la hausse des prix et les risques de pénurie. Néanmoins, des pénuries ont pu être observées à la mi-année, tant pour des denrées alimentaires (entre autres le riz et la farine de blé,) que pour le carburant.

En 2022, le solde du commerce extérieur devrait devenir excédentaire pour la première fois depuis plus de dix ans, mais le solde courant devrait rester négatif. Après s'être fortement contractées en 2020 (- 700,3 milliards XAF, pour s'établir à 2 538 milliards), les exportations ont rebondi en 2021 (+ 654 milliards, à 3 192 milliards) et devraient atteindre un plus haut historique en 2022 (+ 1 450 milliards, à 4 643 milliards), portées par la hausse des cours des matières premières. Quant aux importations, après un recul comparable à celui des exportations en 2020 (- 741 milliards, à 2 929 milliards), leur rebond en 2021 s'est avéré moins prononcé que pour les exportations (+ 519 milliards, à 3 448 milliards), et devrait le demeurer en 2022 (+ 792 milliards, à 4 241 milliards). Le solde du commerce extérieur serait donc excédentaire (de 402 milliards), sans pour autant empêcher un déficit du compte courant lié à une nette augmentation du déficit de la balance des services (+ 252,2 milliards, à 552 milliards) et du déficit de la balance des revenus (+ 119 milliards, à 690 milliards). Au total, le déficit courant diminuerait de 417 milliards par rapport à 2021 et atteindrait un point bas à 419 milliards.

En 2022, le déficit budgétaire devrait également se réduire, malgré la forte augmentation des transferts et subventions liée à la hausse des prix des matières premières. Après une période de stabilité entre 2019 et 2021, à - 3,2 % du PIB, le solde budgétaire global (base engagements, dons compris) serait ainsi ramené à - 1,5 % du PIB en 2022 (soit un montant de - 362 milliards XAF, après - 791 milliards en 2021). Cette amélioration refléterait essentiellement une hausse des recettes, de 639 milliards, réparties de façon quasi-équilibrée entre recettes pétrolières (+ 305 milliards) et recettes non pétrolières (+ 334 milliards). Les dépenses augmenteraient également, mais de façon moins prononcée (+ 321 milliards). Un peu moins de la moitié de leur accroissement proviendrait des dépenses courantes (+ 152 milliards), au sein desquelles la très forte hausse des transferts et subventions (+ 322 milliards) serait partiellement compensée par une baisse des dépenses en biens et services et une moindre charge d'intérêts sur la dette extérieure.

Après un pic à 41,5 % du PIB en 2020, la dette publique camerounaise a été contenue en 2021 (à 39,6 %), et devrait accélérer sa baisse en 2022 (à 35,9 %). Cette diminution marquée s'accompagnerait de celle du service de la dette qui, après un pic à 20,5 % des exportations de biens en 2021 (contre 13,8 % en 2020), atteindrait 10,9 % en 2022. Ces fortes variations tiennent au rachat de 80 % de l'euro-obligation émise en juin 2015 (750 millions de dollars US), grâce à l'émission de l'euro-obligation de 685 millions d'euros en juin 2021 (maturité de 11 ans, coupon de 5,95 %) et au rééchelonnement des paiements sur les 20 % restants. La note souveraine du Gabon parmi les trois grandes agences de notation est stable (B chez Fitch depuis juin 2006, B2 chez Moody's depuis août 2016 et B- chez S&P depuis avril 2020), et le FMI estime que la dette du Cameroun est soutenable, mais avec néanmoins un risque élevé de surendettement. Il appelle à la vigilance sur la soixantaine d'entreprises publiques du pays dont la dette s'élevait en 2020 à 12,6 % du PIB (dont 67 % étaient attribuables à la SONARA, Société Nationale de

raffinage ⁴) et qui ont bénéficié de subventions croissantes entre 2018 et 2020 ⁵.

Le FMI a validé en août 2022 la deuxième revue de programmes appuyés par la FEC (facilité élargie de crédit) et le MEDC (mécanisme élargi de crédit). Cela a permis le déblocage d'une deuxième tranche de financement de 55,2 millions de DTS (soit environ 72,9 millions de dollars US). Ces programmes, approuvés en juillet 2021, reposent sur cinq piliers : i) la réduction des effets de la pandémie de Covid-19 ; ii) le renforcement de la gouvernance et de la transparence ; iii) l'accélération des réformes fiscales structurelles permettant notamment la mobilisation des recettes ; iv) le maintien d'une trajectoire d'endettement soutenable ; v) la mise en œuvre de réformes structurelles visant à accélérer la diversification économique. Le FMI juge la performance du programme mitigée, en raison notamment du retard pris dans la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes structurelles. Si l'ensemble des critères de performance périodiques et continus ont été respectés en décembre 2021 et mars 2022, seules deux cibles indicatives ont été atteintes en décembre 2021 : le plancher des recettes non pétrolières et celui des dépenses sociales. Les cibles en matière de part de dépenses exécutées au terme de procédures d'exception, ainsi que de plafonnement des interventions directes de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) et d'accumulation nette des arriérés de paiement intérieurs n'ont pas été respectées. Ce dernier critère a toutefois été tenu en mars 2022. Sur les neuf repères structurels visés entre janvier et juin 2022, seuls quatre ont été atteints (dont un en juillet 2022) et cinq demeuraient en cours de réalisation, à savoir : i) la mise en place d'un compte unique du Trésor ; ii) la conduite de diagnostics concernant certaines entreprises publiques (Port Autonome de Douala, Cameroon Telecommunications, Cameroon Water Utilities Corporation) ; iii) l'inventaire des dettes publiques croisées ; iv) la mise en œuvre d'un code minier ; et v) l'opérationnalisation d'un fonds de dépôts.

En 2021, le secteur bancaire a poursuivi sa croissance.

Le bilan agrégé des établissements a ainsi augmenté de 15,7 %, pour atteindre 7 974 milliards XAF, après +9,3 % en 2020, porté par une hausse des crédits

(+9,5 % de crédits nets). Après leur forte progression en 2020 (+46,4 %), les crédits bruts au secteur public ont quant à eux nettement ralenti (+6,2 %). Leur part dans les crédits, tout en restant élevée (18,4 %), a même légèrement diminué par rapport à 2020 (de 0,7 point de pourcentage). L'encours des titres publics détenus par le secteur bancaire a cependant continué à augmenter en 2021 : les autres opérations de trésorerie et interbancaires ⁶ (qui incluent notamment les titres d'État) se sont ainsi élevées à 2 244 milliards, après 1 906 milliards en 2020 et 1 558 en 2019 (soit +17,8 % en 2021, après +22 % en 2020). L'accroissement de la demande des banques pour les titres publics entre 2019 et 2021 est le deuxième plus important enregistré dans la CEMAC, après le Congo. En raison de cette demande élevée, le Cameroun a moins fortement recouru à la BEAC que les autres pays de la zone pour la souscription à ses titres publics. Par ailleurs, après une baisse de 6,4 % en 2020, le résultat du secteur bancaire a augmenté de 14,5 % en 2021 pour atteindre 88 milliards, dépassant ainsi son niveau de 2019). Comme dans l'ensemble de la CEMAC, la nouvelle réglementation des changes a grandement modifié la structure du produit net bancaire : si la part des produits sur opérations avec la clientèle est demeurée relativement stable (à 44,7 % en 2021, après 46,5 % en 2019 et 2020), la part des produits sur opérations diverses, incluant notamment les commissions de change, a nettement diminué (de 40,5 % en 2019 à 28,4 % en 2021). Le taux de marge nette du secteur bancaire a légèrement progressé, à 17,8 %, après 17,5 % en 2021, et le taux brut de créances en souffrance a diminué à 14,6 %, après son augmentation en 2020 (à 16,2 %), passant même sous son niveau de 2019 (15,2 %). Enfin, la proportion des banques qui respectent les normes prudentielles est globalement supérieure à celle observée en CEMAC, mais notablement inférieure quant au respect de la limite individuelle fixée par la norme de division des risques (proportion de 33 % seulement, contre 51 % en CEMAC).

Sur les marchés financiers de la CEMAC en 2021, le Cameroun s'est placé place comme deuxième émetteur de valeurs du Trésor, après le Gabon. Il est intervenu pour 14 % des émissions (totalisant 765 milliards XAF), dont 56 % à moins d'un an (bons du Trésor assimilables

⁴ En novembre 2021, le gouvernement camerounais est arrivé à un compromis avec sept traders concernant la dette de la SONARA, pour un engagement de remboursement à hauteur de 236 millions d'euros. En mai 2022, il a annoncé un plan de reconstruction de l'usine, en partie détruite par un incendie en 2019.

⁵ FMI (2022), *Cameroon: Selected Issues*, février.

⁶ Les autres opérations de trésorerie et interbancaires représentent environ les deux tiers des opérations de trésorerie et opérations interbancaires qui se sont élevées à 3 383 milliards en 2021

– BTA) et 44 % à plus d'un an (obligations du Trésor assimilables – OTA). Le taux offert sur les émissions camerounaises en 2021 est le plus faible de la CEMAC : 2,33 % pour les BTA (contre 5,56 % en moyenne en CEMAC) et 5,66 % pour les OTA (contre 6,96 %), soit un taux moyen d'emprunt de 3,79 %. Les taux des BTA camerounais en 2021 sont donc restés inférieurs en moyenne aux taux directeurs de la BEAC (taux d'intérêt des appels d'offres à 3,25 % jusqu'au 30 novembre 2021, puis 3,5 % jusqu'au 31 décembre ; taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal à 5 % jusqu'au 30 novembre 2021, puis 5,25 % jusqu'au 31 décembre 2021).

ENJEUX ET DÉFIS

Le pays demeure confronté à des problématiques sécuritaires majeures. Malgré le Grand dialogue national lancé en octobre 2019, les conflits perdurent entre forces gouvernementales et indépendantistes anglophones dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. Ces conflits ont notamment provoqué en janvier 2021 l'arrêt des travaux de la route Babadjou-Matazem, qui n'ont repris qu'en 2022. Dans la région de l'Extrême-Nord, dans les zones frontalières du lac Tchad, les affrontements se poursuivent entre l'armée camerounaise et les groupes djihadistes Boko Haram et État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO).

Le changement climatique, en accentuant la compétition pour les ressources naturelles, avive les tensions entre les communautés et engendre d'importants mouvements de population. Bien que le niveau de vulnérabilité environnementale du Cameroun soit modéré (le pays est classé 107^e sur 191 à l'indice de vulnérabilité environnementale [*Physical Vulnerability to Climate Change Index* – PVCCI] et 124^e sur 182 à l'indice mondial de vulnérabilité ND-GAIN⁷ (*Notre Dame Global Adaptation Index*), son niveau de préparation au changement climatique est parmi les plus faibles au monde (178^e sur 192 selon l'indice de préparation ND-GAIN). En 2021, l'affaiblissement des ressources en eau, principalement celles de la rivière Logone, à la frontière avec le Tchad, a ainsi conduit à des affrontements meurtriers entre éleveurs, pêcheurs et agriculteurs, poussant près de 100 000 personnes à fuir (dont

85 000 vers le Tchad), selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). En 2021, les besoins financiers de l'UNHCR au Cameroun s'élevaient à 99,6 millions de dollars US, et n'étaient pourvus qu'à hauteur de 52 %.

Les conséquences de la guerre en Ukraine soulignent en outre l'importance d'accroître et de diversifier la production intérieure, ainsi que de favoriser les industries de transformation. En avril 2021, un plan de réduction de la dépendance alimentaire, de 183 milliards XAF, a été mis en œuvre afin de développer la production locale de riz, poisson, maïs, lait, mil et sorgho (qui représentaient en 2019 70 % des importations alimentaires camerounaises). Plus généralement, la Stratégie nationale de développement – Cameroun 2030 (SND30), adoptée en 2020, prévoit la promotion du label *Made in Cameroon* dans les domaines de l'agroalimentaire, du bois, des textiles, des mines, de la métallurgie et de l'industrie pharmaceutique, et la création de zones économiques spéciales afin de transformer le bois localement (deux ZES ont d'ores et déjà été constituées, à Edea et Bertoua).

Bien que les perspectives de croissance à long terme soient encourageantes (+ 4,8 % selon le FMI), elles dépendent de façon cruciale de réformes structurelles permettant de libérer le potentiel économique du Cameroun. En 2021, le pays se classe seulement au 144^e rang mondial (sur 180) en matière de perception de la corruption (*Corruption Perception Index* – CPI) selon Transparency International, et dans son évaluation de juillet 2022, le FMI estime prioritaire de mener à bien les réformes visant à améliorer la gouvernance. Dans le cadre des programmes FMI en cours, les autorités se sont notamment engagées à dresser un diagnostic de gouvernance, à renforcer le cadre et les institutions en charge des audits des finances publiques, et à publier un état des lieux des dépenses de lutte contre la pandémie de Covid-19. À cet égard, l'amélioration de l'environnement des affaires et de la gouvernance publique est au cœur de la SND30. En outre, le pays souffre de difficultés logistiques liées à une faible qualité des infrastructures routières et à un nombre élevé de points de contrôles (un tous les 20 kilomètres en moyenne, selon le FMI). En février 2022, le

⁷ Un rang plus élevé dans le classement PVCCI indique un niveau de vulnérabilité plus important ; un rang plus élevé dans le classement ND-GAIN indique un niveau de vulnérabilité plus faible.

trafic a ainsi été interrompu pendant plus d'une semaine entre Douala et Bangui, en raison du mécontentement des camionneurs face aux nombreux contrôles sur ce corridor.

L'inclusion financière demeure un enjeu majeur au Cameroun. La part de la population de plus de 15 ans qui dispose d'un compte bancaire a progressé entre 2017 et 2021 (de 34,6 à 51,7 %), mais demeure en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (55,1 % en 2021). Les paiements mobiles suivent une hausse marquée, sous l'impulsion de nouveaux acteurs dynamisant le secteur des télécommunications, mais le cadre réglementaire reste à consolider. Entre autres avancées, en juillet 2022, l'opérateur Orange Money a été le premier opérateur à obtenir l'agrément d'établissement de paiement. Néanmoins, l'inclusion financière peut se heurter aux objectifs de hausse des recettes fiscales. Ainsi, en janvier 2022, le gouvernement a instauré une taxe de 0,2 % sur les opérations de transfert, anticipant une hausse des recettes d'environ 20 milliards XAF. Le FMI a cependant estimé qu'elle serait contrebalancée par une baisse des volumes de transactions.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Le Cameroun fait partie de plusieurs projets intégrateurs de la CEMAC. Parmi ceux-ci, le développement de l'Université inter-États Congo-Cameroun (UIECC) est particulièrement avancé : le campus camerounais de Sangmélina est en voie d'achèvement et la liaison routière avec le campus de Ouesso au Congo (dans le cadre plus large du corridor Brazzaville-Yaoundé) a été inaugurée en décembre 2021. Le projet d'interconnexion électrique avec le Tchad a quant à lui obtenu un financement de la Banque mondiale de 265 millions de dollars US en décembre 2021. Enfin, les études préalables à la construction du barrage hydroélectrique de Chollet (à la frontière du Congo et du Cameroun) ont débuté.

Au-delà des projets intégrateurs de la CEMAC, de nombreux autres projets sont engagés, notamment dans les domaines des transports, des télécommunications et de l'énergie. Le Cameroun opère des travaux d'interconnexion électrique avec la Guinée équatoriale et d'interconnexion par fibre optique dans le cadre du projet Central African Backbone (liaisons finalisées avec le Gabon en 2021 et le Congo en 2022, en cours au Tchad, et sous mémorandum avec la Centrafrique en

mai 2022). En juin 2022, des études de faisabilité ont été lancées pour la construction du port sec d'Ebebiyin, dans la zone des trois frontières (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale), et s'étendront sur 11 mois. Le barrage de Memve'ele, dont la construction a été achevée en juin 2017, devrait être totalement opérationnel en octobre 2022 après la mise en service de la ligne de transport électrique reliant le site (Nyabizan) à Yaoundé. La construction du barrage de Nachtigal se poursuit, l'avancement des travaux se situant à 60 % à mi-2022 selon les autorités. Les soixante premiers kilomètres de l'autoroute Douala-Yaoundé ont été ouverts à la circulation en décembre 2021. Enfin, le projet d'extension des capacités du port autonome de Douala, par la construction d'un terminal polyvalent, s'inscrit dans un partenariat public-privé signé en mars 2022.

Le Cameroun bénéficie de nombreux appuis financiers, bilatéraux ou multilatéraux, pour ses projets de développement. En décembre 2021, dans le cadre de l'initiative française Choose Africa, lancée en 2018, Proparco et la Société Générale ont signé un partenariat concernant l'octroi de deux garanties de portefeuille, à hauteur de 20 millions d'euros, pour stimuler les prêts à destination des très petites et moyennes entreprises. En février 2022 a été signé un avenant au troisième contrat de désendettement et de développement (C2D), contrat bilatéral entre la France et le Cameroun visant à convertir de la dette en financement (avec un objectif de 1 000 milliards XAF), au profit de l'amélioration des conditions de vie des populations. En février 2022, l'Agence française de développement (AFD) a en outre signé quatre conventions de financement, pour un montant total de 200 milliards XAF. En 2022, la Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 39,6 millions d'euros pour désenclaver la zone industrielle et portuaire de Kribi, et a financé le projet de développement des chaînes de valeur agricole (PD-CVA) à hauteur de 89,2 millions d'euros. La Banque mondiale, pour sa part, a débloqué en mars 2022 un financement de 538 millions de dollars US destiné à renforcer les corridors routiers et ferroviaires entre Douala et N'Djamena, ainsi qu'un prêt de 260,8 milliards XAF (près de 400 millions d'euros) en juillet 2022 afin d'optimiser la desserte routière de Douala, dans le cadre du projet Bus Rapid Transit. En septembre 2022, les engagements de prêts de la Banque mondiale en faveur du Gabon pour des projets actifs ou en préparation s'élevaient à 6,8 milliards de dollars US.

ANNEXE

Cameroun – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
Ressources	26 141,5	28 281,0	27 226,8	29 779,5
PIB nominal	21 492,6	22 854,8	23 085,7	24 711,8
<i>dont secteur pétrolier</i>	<i>1 000,0</i>	<i>1 064,1</i>	<i>673,0</i>	<i>881,8</i>
Importations de biens et services	4 648,9	5 426,1	4 141,0	5 067,6
Biens	3 141,6	3 670,0	2 929,3	3 447,9
Services	1 507,3	1 756,2	1 211,7	1 619,7
Emplois	26 141,5	28 281,0	27 226,8	29 779,5
Consommation finale	17 142,3	18 502,5	18 671,9	19 559,3
Publique	2 387,1	2 505,0	2 591,0	2 718,9
Privée	14 755,2	15 997,5	16 080,9	16 840,4
Formation brute de capital fixe ^{a)}	4 899,3	5 245,5	5 041,5	5 707,9
Publique	849,8	915,3	649,9	766,7
Privée	4 046,7	4 349,0	4 352,6	4 938,2
<i>dont secteur pétrolier</i>	<i>436,7</i>	<i>449,9</i>	<i>385,3</i>	<i>494,8</i>
Variations de stocks	2,9	- 18,8	39,0	3,0
Exportations de biens et services	4 099,9	4 532,9	3 513,3	4 512,2
Biens	2 869,3	3 238,3	2 538,0	3 192,2
Services	1 230,6	1 294,6	975,3	1 320,0
Épargne intérieure brute	4 350,3	4 352,3	4 413,8	5 152,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 549,0	- 893,2	- 627,7	- 555,4
Revenus des facteurs	- 454,8	- 500,4	- 483,5	- 571,5
Épargne intérieure nette	3 895,5	3 851,9	3 930,3	4 581,1
Taux d'investissement (en % du PIB)	22,8	23,0	21,8	23,1
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	4,0	3,5	0,5	3,6
Déflateur du PIB	1,7	2,7	0,5	3,3
Prix à la consommation, en moyenne	1,1	2,5	2,5	2,3

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Cameroun – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
Recettes et dons	3 522,5	3 618,1	3 222,7	3 521,4
Recettes budgétaires	3 435,8	3 508,6	3 181,0	3 489,5
Recettes pétrolières	500,3	584,5	428,2	482,2
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	<i>500,3</i>	<i>584,5</i>	<i>428,2</i>	<i>482,2</i>
Recettes non pétrolières	2 935,5	2 924,1	2 752,8	3 007,3
<i>dont recettes non fiscales</i>	<i>191,4</i>	<i>158,6</i>	<i>188,6</i>	<i>177,4</i>
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	86,7	109,5	41,7	31,9
Dépenses totales et prêts nets	4 024,7	4 359,5	3 965,3	4 312,1
Dépenses courantes	2 560,9	2 833,1	2 848,7	3 086,3
Salaires	1 008,0	1 007,6	1 046,6	1 074,2
Intérêts	198,6	220,9	233,9	306,1
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>47,6</i>	<i>48,3</i>	<i>59,3</i>	<i>76,8</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>151,0</i>	<i>172,6</i>	<i>174,6</i>	<i>229,3</i>
Autres dépenses courantes	1 354,3	1 604,6	1 568,2	1 706,0
Dépenses en capital	1 390,1	1 463,3	1 091,0	1 186,9
Dépenses budgétaires	638,7	647,7	575,7	604,3
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	751,4	815,6	515,3	582,6
Dépenses de restructuration	46,4	43,3	25,6	38,9
Prêts nets	27,3	19,8	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	313,5	137,3	- 94,4	- 10,7
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 502,2	- 741,4	- 742,6	- 790,7
Arriérés	173,6	- 98,7	- 104,4	- 55,0
Arriérés intérieurs	173,6	- 98,7	- 104,4	- 55,0
Arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde base caisse ^{c)}	- 328,6	- 840,1	- 847,0	- 845,7
Financement	328,6	840,1	847,0	845,7
Financement intérieur	- 487,7	107,2	426,8	309,6
Bancaire	300,9	243,4	808,0	469,7
Non bancaire	- 788,6	- 136,2	- 381,2	- 160,1
Financement extérieur	816,3	732,9	420,2	536,1
Tirages sur emprunts	1 036,9	1 053,2	605,2	1 064,8
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 220,6	- 320,3	- 308,6	- 694,7
Réaménagement de la dette extérieure	0,0	0,0	123,6	166,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	16,0	15,4	13,8	14,1
Recettes pétrolières	2,3	2,6	1,9	2,0
Dépenses courantes	11,9	12,4	12,3	12,5
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 2,3	- 3,2	- 3,2	- 3,2
Dette publique	36,6	39,1	41,5	39,6

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Cameroun – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 755,6	- 1 098,6	- 872,0	- 835,5
1 - Biens et services	- 549,0	- 893,2	- 627,7	- 555,4
Balance des biens	- 272,3	- 431,6	- 391,3	- 255,7
Exportations de biens FOB	2 869,3	3 238,3	2 538,0	3 192,2
<i>dont : pétrole</i>	873,9	1 038,6	620,2	967,0
<i>cacao</i>	308,5	374,4	336,1	397,2
<i>bois</i>	304,7	293,3	233,3	266,5
<i>aluminium</i>	73,1	62,5	54,1	58,0
<i>caoutchouc</i>	30,0	23,7	22,2	32,0
Importations de biens CAF	- 3 141,6	- 3 670,0	- 2 929,3	- 3 447,9
Importations de biens FOB	- 3 648,6	- 4 217,6	- 3 355,1	- 3 980,7
<i>dont : biens d'équipement</i>	- 808,5	- 873,3	- 888,5	- 945,2
<i>produits alimentaires</i>	- 786,7	- 841,7	- 865,3	- 918,0
<i>produits pétroliers</i>	- 640,2	- 972,5	- 546,3	- 916,5
Balance des services	- 276,7	- 461,6	- 236,4	- 299,7
<i>dont fret et assurances</i>	- 205,5	- 237,2	- 138,8	- 162,8
2 - Revenus primaires	- 454,8	- 500,4	- 483,5	- 571,5
<i>dont intérêts sur la dette</i>	- 167,5	- 193,9	- 196,9	- 252,8
3 - Revenus secondaires	248,2	295,0	239,2	291,4
Administrations publiques	51,2	58,2	53,9	89,6
<i>dont aides budgétaires</i>	48,2	54,8	21,3	8,9
Autres secteurs	197,0	236,8	185,3	201,8
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	81,0	121,5	103,7	116,5
b - Compte de capital	40,8	135,1	30,1	25,1
c - Compte financier	948,8	1 019,8	441,8	573,0
Investissements directs	375,4	527,1	340,7	375,2
Investissements de portefeuille	12,5	71,8	26,2	26,4
Autres investissements	560,9	420,9	74,9	171,4
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	123,6	109,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 81,6	112,8	- 27,3	120,2
e - Solde global (a + b - c + d)	152,5	169,0	- 427,4	- 117,2
Solde courant (en % du PIB)	- 3,5	- 4,8	- 3,8	- 3,4
Solde global (en % du PIB)	0,7	0,7	- 1,9	- 0,5

Source : BEAC.

Cameroun – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	2 052	1 953	1 982	2 089
Moyen terme	1 270	1 368	1 511	1 798
Long terme	94	102	99	139
Total	3 417	3 423	3 593	4 027

Source : BEAC.

Cameroun – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
Valeurs immobilisées	426	501	549	Capitaux permanents	597	711	812
Opérations avec la clientèle	3 255	3 513	3 847	<i>dont fonds propres</i>	307	429	502
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	112	153	65	Opérations avec la clientèle	4 837	5 399	6 255
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	2 436	2 714	3 383	Opérations diverses	307	289	300
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	180	161	194	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	557	490	607
Total	6 298	6 889	7 974		6 298	6 889	7 974

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	55,7	56,7	55,5
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	13,7	10,8	10,8
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	19,4	17,5	17,8
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	15,2	16,2	14,6
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	3,5	4,3	1,7
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	80,1	76,5	89,9

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021
1. Produits bancaires	5 724	1 823	1 359
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	11	10	10
Produits sur opérations avec la clientèle	260	275	300
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	43	42	47
Produits sur opérations diverses	5 355	1 411	870
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	55	85	131
2. Charges bancaires	5 301	1 385	868
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	11	14	16
Charges sur opérations avec la clientèle	63	71	81
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	39	36	38
Charges sur opérations diverses	5 184	1 260	731
Charges sur ressources permanentes	4	3	3
3. Produit net bancaire (1 - 2)	422	438	491
4. Produits accessoires nets	8	7	7
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	430	445	498
6. Frais généraux	217	229	251
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	18	19	22
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	195	197	225
9. Provisions nettes sur risques	31	69	83
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 42	- 5	- 17
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	122	122	125
12. Résultat exceptionnel net	3	- 6	0
13. Résultat sur exercices antérieurs	- 0	0	1
14. Impôts sur les bénéfices	42	39	38
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	82	76	88

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun– Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	10,6	13,6	14,1
Rapport de liquidité	164,1	182,4	189,3

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Cameroun – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2021
Représentation du capital minimum (≥ 10 Mds XAF)	80
Capitaux propres ($\geq 6\%$)	87
Fonds propres de base ($\geq 7,5\%$)	67
Couverture des risques ($\geq 9,5\%$)	80
Limite globale de la norme de division des risques (8 fois les fonds propres)	80
Limite individuelle de la norme de division des risques (45 % des fonds propres)	33
Couverture des immobilisations ($\geq 100\%$)	80
Rapport de liquidité ($\geq 100\%$)	93
Coefficient de transformation ($\geq 50\%$)	73
Engagements aux apparentés ($\geq 15\%$ des fonds propres)	87
Adéquation des fonds propres	80

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.